

Bulletin du FMI

PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

La reprise mondiale s'annonce faible et irrégulière

Bulletin du FMI en ligne
20 septembre 2011



Chaîne de montage automobile à Maranello (Italie) : l'activité mondiale s'affaiblit et devient plus inégale, selon les *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (photo: David Ebener/dpa)

- La croissance mondiale devrait ralentir à 4 % en 2011 et en 2012
- Les pays avancés enregistreront une croissance anémique de 1,6 % en 2011
- Des chocs multiples et un rééquilibrage insuffisant freinent la reprise

La reprise de l'économie mondiale ralentit : la croissance mondiale devrait atteindre 4 % en 2011 et en 2012, contre plus de 5 % en 2010, note le FMI dans ses dernières prévisions. Et même cette projection révisée à la baisse repose sur beaucoup d'évolutions favorables.

Le FMI prévoit un ralentissement cette année après une croissance vigoureuse en 2010, les mesures de relance budgétaire adoptées en réaction à la crise prenant fin. Mais une série de chocs économiques, conjuguée à d'autres facteurs, a conduit à des résultats moins bons que prévu en 2011.

« L'économie mondiale se trouve dans une nouvelle phase périlleuse. L'activité mondiale a fléchi et est devenue plus inégale, la confiance s'est effondrée depuis peu et les risques de dégradation de la situation augmentent », note le FMI dans son rapport de septembre 2011 sur les [Perspectives de l'économie mondiale](#).

Selon ce rapport, publié à Washington le 20 septembre, une action énergique et coordonnée est nécessaire pour éviter une décennie de croissance perdue dans les pays avancés.

Des mesures énergiques s'imposent d'urgence pour améliorer les perspectives et réduire les risques, a déclaré l'économiste en chef du FMI, Olivier Blanchard. « Ce n'est que si les gouvernements prennent des mesures décisives en matière de politique budgétaire, de réparation du système financier et de rééquilibrage extérieur que nous pouvons espérer une reprise plus vigoureuse et plus robuste ».

Croissance inégale

En 2011, le PIB réel devrait progresser de 6,4 %, un taux assez élevé, dans les pays émergents et les pays en développement, mais de 1,6 % seulement dans les pays avancés (voir tableau ci-dessous).

Ces projections reposent sur un certain nombre d'hypothèses : les dirigeants européens pourront limiter la crise de la zone euro aux pays de la périphérie de la zone, les dirigeants américains trouveront un juste milieu entre le soutien de l'économie et le rééquilibrage des finances publiques à moyen terme, et la volatilité des marchés financiers mondiaux n'empirera pas. Si ces hypothèses ne se vérifient pas, la croissance mondiale sera bien plus faible.

La croissance dans les pays avancés a été durement touchée par des chocs exceptionnels tels que le tremblement de terre et le tsunami au Japon et les troubles sociaux dans quelques pays producteurs de pétrole, l'enlisement du remplacement de la demande publique par la demande privée dans l'économie américaine, la tourmente financière dans la zone euro et le bradage d'actifs à risques sur les marchés mondiaux. Et les craintes des marchés quant à l'aptitude de nombreux pays à stabiliser leur dette publique pèsent sur les flux de capitaux.

Dernières projections du FMI

La croissance mondiale fléchira malgré les bons résultats des pays émergents et en développement.

(variation en pourcentage)

	2009	2010	Projections		Différence par rapport aux projections de juin 2011	
			2011	2012	2011	2012
Production mondiale	-0,7	5,1	4,0	4,0	-0,3	-0,5
Pays avancés	-3,7	3,1	1,6	1,9	-0,6	-0,7
États-Unis	-3,5	3,0	1,5	1,8	-1,0	-0,9
Zone euro	-4,3	1,8	1,6	1,1	-0,4	-0,6
Allemagne	-5,1	3,6	2,7	1,3	-0,5	-0,7
France	-2,6	1,4	1,7	1,4	-0,4	-0,5
Italie	-5,2	1,3	0,6	0,3	-0,4	-1,0
Espagne	-3,7	-0,1	0,8	1,1	0,0	-0,5
Japon	-6,3	4,0	-0,5	2,3	0,2	-0,6
Royaume-Uni	-4,9	1,4	1,1	1,6	-0,4	-0,7
Canada	-2,8	3,2	2,1	1,9	-0,8	-0,7
Autres pays avancés	-1,1	5,8	3,6	3,7	-0,4	-0,1
Nouvelles économies industrielles d'Asie	-0,7	8,4	4,7	4,5	-0,4	0,0
Pays émergents et en développement	2,8	7,3	6,4	6,1	-0,2	-0,3
Europe centrale et orientale	-3,6	4,5	4,3	2,7	-1,0	-0,5
Communauté des États indépendants	-6,4	4,6	4,6	4,4	-0,5	-0,3
Russie	-7,8	4,0	4,3	4,1	-0,5	-0,4
Russie non comprise	-3,0	6,0	5,3	5,1	-0,3	0,0
Asie, pays en développement d'	7,2	9,5	8,2	8,0	-0,2	-0,4
Chine	9,2	10,3	9,5	9,0	-0,1	-0,5
Inde	6,8	10,1	7,8	7,5	-0,4	-0,3
ASEAN-5 ¹	1,7	6,9	5,3	5,6	-0,1	-0,1
Amérique latine et Caraïbes	-1,7	6,1	4,5	4,0	-0,1	-0,1
Brésil	-0,6	7,5	3,8	3,6	-0,3	0,0
Mexique	-6,2	5,4	3,8	3,6	-0,9	-0,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2,6	4,4	4,0	3,6	-0,2	-0,8
Afrique subsaharienne	2,8	5,4	5,2	5,8	-0,3	-0,1

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

¹Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Vietnam.

Le double rééquilibrage au point mort

Le message principal du rapport reste le même : il est essentiel de procéder à un double rééquilibrage, intérieur et extérieur, pour redynamiser l'économie mondiale.

Premièrement, *pour ce qui est du rééquilibrage intérieur, la demande privée doit prendre le relais de la relance engagée par les pouvoirs publics*. En dépit des progrès considérables accomplis sur ce front dans bon nombre de pays, les principaux pays avancés sont à la traîne.

Les raisons varient d'un pays à l'autre, mais la pénurie de crédit bancaire, les séquelles de la forte expansion de l'immobilier et le haut niveau d'endettement de nombreux ménages freinent la reprise plus que prévu.

Le rééquilibrage des budgets ne peut être si rapide qu'il tue la croissance, ni si lent qu'il tue la reprise, a déclaré M. Blanchard. Ce qui est indispensable, c'est un rééquilibrage crédible à moyen terme. Il est aussi essentiel de prendre d'autres mesures pour dynamiser la demande intérieure, en maintenant des taux d'intérêt bas, en accroissant le crédit bancaire et en établissant des programmes d'aide au remboursement des crédits immobiliers, a-t-il noté.

Deuxièmement, *les pays affichant des excédents extérieurs élevés doivent réaliser une croissance davantage tirée par l'intérieur, alors que les pays qui dégagent des déficits élevés*, principalement les États-Unis, doivent faire l'inverse. Ce n'est pas le cas. Si les déséquilibres ont diminué pendant la crise, ce fut principalement à cause de la forte baisse de la demande d'importations dans les pays avancés par rapport à la tendance d'avant la crise, et non en raison d'une hausse des importations des pays émergents qui dégagent des excédents extérieurs. Aujourd'hui, on prévoit une accentuation, et non une diminution, des déséquilibres.

Incertitude budgétaire et financière

Les craintes des marchés quant à l'aptitude des pays à stabiliser leur dette publique se sont étendues de quelques petits pays de la périphérie de l'Europe à davantage de pays en Europe et, au-delà, aux États-Unis et au Japon. Et les craintes suscitées par les dettes souveraines et, par extension, la solvabilité des banques détentrices de ces obligations souveraines ont entraîné un gel des flux financiers, les banques conservant de hauts niveaux de liquidités et restreignant le crédit. Il existe un risque réel de boucle vicieuse entre croissance faible, prêts improductifs, banques affaiblies et prêts réduits.

Jusqu'à présent, les pays émergents ont été épargnés par les courants d'évolution défavorables de l'économie mondiale. Ils font face maintenant à des flux de capitaux encore plus volatils et, de même que les pays à faible revenu, à des conditions défavorables en matière d'exportation.

Une action énergique

Les risques pesant sur l'économie mondiale sont nombreux, mais trois d'entre eux en particulier exigent une action énergique de la part des dirigeants :

- Dans la *zone euro*, il faut renforcer les banques, non seulement pour éviter une réduction de l'effet de levier et maintenir la croissance, mais aussi, et c'est plus important, pour réduire les risques d'effets de retour vicieux entre croissance faible, États souverains fragiles et banques en difficulté. Cela nécessitera de nouvelles injections de capitaux, de sources privées ou publiques.

- Aux *États-Unis*, il importe en priorité d'établir un plan d'assainissement des finances publiques à moyen terme pour placer la dette publique sur une trajectoire viable et de prendre des mesures pour soutenir la reprise, notamment en facilitant l'ajustement des marchés du logement et de l'emploi. La proposition de loi pour l'emploi américain ("American Job Act") devrait assurer le soutien à court terme nécessaire à l'économie, mais doit s'accompagner d'un solide plan budgétaire à moyen terme qui accroisse les recettes et contienne l'augmentation des dépenses de protection sociale.
- Au *Japon*, le gouvernement doit prendre des mesures plus ambitieuses pour réduire le niveau très élevé de la dette publique tout en veillant aux besoins immédiats de reconstruction et de développement dans les régions dévastées par le tremblement de terre et le tsunami.

S'appuyer sur les succès

Les situations des *pays émergents et en développement* varient largement, mais, après une croissance vigoureuse ces dernières années et à l'horizon, la plupart de ces pays se trouvent dans la situation enviable de pouvoir investir dans la croissance et l'emploi, et faire face à la volatilité future de l'économie mondiale. Dans plusieurs pays, les signes de surchauffe méritent encore une attention minutieuse. Dans d'autres, le resserrement de la politique monétaire peut marquer une pause aussi longtemps que l'incertitude est très élevée. La plupart des pays devraient continuer de réduire leur déficit budgétaire.

L'ampleur des afflux de capitaux dans certains pays émergents signale à ces pays qu'ils doivent continuer de renforcer leur cadre de politique macroéconomique et financière, et de réformer leur économie afin que ces apports puissent être utilisés de manière productive. En outre, le niveau élevé des cours des produits alimentaires fait ressortir la nécessité de mettre en place des systèmes de protection sociale bien ciblés qui protègent de la faim les plus vulnérables.